

Direction départementale  
des Territoires et de la Mer

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Service de l'Urbanisme, de  
l'Aménagement, des Risques et  
du Développement Durable

ARRÊTÉ N° 18-1334

Unité Prévention des Risques

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers  
sur les risques naturels et technologiques majeurs pour la commune de

Arvert

**Le préfet du département de la Charente-Maritime**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

**Vu** les décrets n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des 5 zones de sismicité du territoire français ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 11-1421 du 26 avril 2011 relatif à la mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs pour la commune de Arvert ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 17-2587 du 20 décembre 2017 prescrivant le périmètre d'étude du plan de prévention du risque submersion marine sur le territoire de la commune de Arvert ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°18-1163 du 14 juin 2018, modifiant l'arrêté préfectoral n° 06-511 du 13 février 2006 et listant les 466 communes du département de la Charente-Maritime où s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de la Charente-Maritime ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Arvert, prévue aux paragraphes I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, porte sur le risque submersion marine.

**Article 2 :** les éléments nécessaires à cette information sont consignés dans le dossier communal d'information qui comprend :

- une fiche synthétique listant les risques auxquels la commune est exposée en tout ou partie,
- une cartographie délimitant le territoire susceptible d'être impacté,
- l'arrêté préfectoral prescrivant le PPR

Ce dossier communal d'information est librement consultable en préfecture et en mairie d'Arvert ; il est accessible en tout ou partie sur internet à partir de cette adresse : <http://www.charente-maritime.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/IAL-Information-Acquereurs-Locataires>

**Article 3** : ces informations sont mises à jour à chaque arrêté modifiant la situation de la commune au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du Code de l'environnement.

**Article 4** : l'obligation d'information sur les sinistres prévue au paragraphe IV de l'article L.125-5 du Code de l'environnement s'applique, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2006, sur la commune d'Arvert, celle-ci ayant été déclarée, depuis 1982, plusieurs fois en état de catastrophe naturelle en application de l'article L.125-1 du Code des assurances. L'ensemble de ces arrêtés est consultable en préfecture et mairie et est accessible sur le site internet <http://www.georisques.gouv.fr>

**Article 5** : hormis les risques cités à l'article 1 et dans la fiche synthétique mentionnée à l'article 2, tout autre type de risques est exclu du champ de l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

**Article 6** : le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune d'Arvert qui assurera son affichage en sa mairie,
- adressé à la chambre départementale des notaires,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans le journal *Sud-Ouest*.

Il sera accessible sur internet à partir du site : <http://www.charente-maritime.gouv.fr>,

**Article 7** :

- le secrétaire général de la préfecture,
  - le maire de la commune,
  - le directeur départemental des Territoires et de la Mer,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 9 JUIL. 2010

Le préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Pierre-Emmanuel PORTHERET

## Préfecture de Charente-Maritime

code postal 17530

commune Arvert

code Insee 17021

## Fiche communale d'information risques et sols

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

## 1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 06-511

du 13 février 2006

mis à jour le 14/06/18

## 2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [ PPR n ]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

 oui  non 

prescrit

date 20/12/17

aléa submersion marine

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

la note de présentation

 consultable sur Internet \* 

le règlement

 consultable sur Internet \* 

le zonage réglementaire

 consultable sur Internet \* 

Le règlement de ce PPR n intègre des prescriptions de travaux

 oui  non 

## 3. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [ PPR m ]

3.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR m

 oui  non 

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

la note de présentation

 consultable sur Internet \* 

le règlement

 consultable sur Internet \* 

le zonage réglementaire

 consultable sur Internet \* 

Le règlement de ce PPR m intègre des prescriptions de travaux

 oui  non 

## 4. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [ PPR t ]

4.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR t prescrit et non encore approuvé

 oui  non 

4.2 La commune est située dans le périmètre d'un PPR t approuvé

 oui  non 

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

la note de présentation

 consultable sur Internet \* 

le règlement

 consultable sur Internet \* 

le zonage réglementaire

 consultable sur Internet \* 

Le règlement de ce PPR t intègre des prescriptions de travaux

 oui  non 

## 5. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

 zone 1  zone 2  zone 3  zone 4  zone 5 

très faible faible modérée moyenne forte

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Art. D 563-8-1: répartition des communes entre les cinq zones de sismicité

 consultable sur Internet \* 

## 6. Situation de la commune au regard de la pollution des sols

La commune est située en secteur d'information sur les sols (SIS)

 oui  non 

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

 consultable sur Internet \* 

## pièces jointes

## 7. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

Carte informative

## 8. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale les risques près de chez soi

 ! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/> dans la rubrique : Connaître les risques près de chez soi

catastrophes naturelles nombre 11

catastrophes technologiques

nombre 0

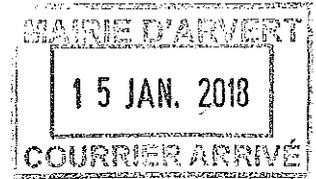
Date 30/06/18

Le préfet de département



PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

ARRÊTÉ N° 17-2537 du 20 DEC. 2017



direction  
départementale  
des Territoires et de la Mer  
Charente-Maritime

prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPRN)  
portant sur le risque submersion marine sur le territoire de la commune d'Arvert

service Urbanisme,  
Aménagement, Risques  
et Développement Durable  
unité  
Prévention des Risques

**Le préfet de la Charente-Maritime**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-11 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L.125-2 à L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information préventive ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L.561-3 et L.561-5 et R.561-6 à R.561-17 relatifs au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) ;

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin en date du 01 décembre 2015 portant approbation du Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRI) sur le bassin Adour-Garonne ;

**Vu** la décision n° F-075-16-P-008 de l'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable en date du 20 juillet 2016 soumettant la procédure de révision des Plans de Prévention des Risques Naturels du bassin de la Seudre et des marais de Brouage à évaluation environnementale suite à l'examen au cas par cas en application de l'article R122-18 du code de l'environnement ;

**Considérant** que sur le territoire de la commune d'Arvert a été recensé le risque naturel de submersion marine ;

**Sur** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime ;

## ARRÊTE

**Article 1** : l'élaboration du plan de prévention des risques naturels portant sur le risque de submersion marine est prescrite sur le territoire de la commune d'Arvert ;

**Article 2** : le périmètre mis à l'étude correspond à celui défini sur la carte jointe en annexe 1 au présent arrêté (risque de submersion marine)

**Article 3** : la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) est désignée en qualité de service déconcentré de l'État chargé d'instruire le projet, d'organiser l'association avec les collectivités, la concertation avec la population et d'assurer les consultations nécessaires ;

**Article 4** : le plan de prévention des risques naturels comprendra :

- une note de présentation,
- des documents graphiques délimitant les secteurs à réglementer sur le territoire de la commune d'Arvert,
- un règlement précisant les mesures applicables dans les différentes zones concernées ;

**Article 5** : le présent plan de prévention des risques naturels est soumis à évaluation environnementale. La décision de l'autorité environnementale est jointe en annexe 2 au présent arrêté ;

**Article 6** : les modalités d'association des collectivités territoriales et de l'établissement public de coopération intercommunale concernés par le territoire du bassin d'études, consistent en :

- l'organisation de comités de pilotage présidés par Monsieur le Préfet, ou son représentant, en présence des services de la DDTM et associant l'ensemble des collectivités territoriales et l'établissement public de coopération intercommunale concernés par le présent bassin d'étude ;
- l'organisation de réunions bilatérales entre la commune d'Arvert et les services de la DDTM ;

**Article 7** : les modalités de la concertation à assurer auprès de la population consistent en :

- l'organisation de réunions publiques associant les populations des 14 communes du bassin d'études dénommé « Bassin de la Seudre et marais de Brouage » à savoir les communes d'Arvert, Bourcefranc le Chapus, Chaillevette, L'Eguille, Le Gua, Hiers-Brouage, Marennes, Moëze, Mornac sur Seudre, Nieulle sur Seudre, Saint Froult, Saint Just Luzac, Saujon et La Tremblade.
- l'exposition, dans les locaux de la mairie d'Arvert, d'un classeur reprenant et illustrant les différentes phases de l'étude avec mise à disposition d'un cahier à remarques ;
- l'élaboration de flash(s) d'information sur la démarche de l'étude, dont la diffusion sera assurée dans un premier temps lors des réunions publiques puis à la mairie d'Arvert ;
- la mise en ligne sur le site internet des services de l'État (<http://www.charente-maritime.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Les-plans-de-prevention-des-risques-naturels-PPRN-a-l-etude/Seudre-et-Brouage>) de toute ou partie des éléments visés ci-avant.

**Article 8** : le PPRN doit être approuvé dans un délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté. Ce délai est prorogeable une fois, dans la limite de dix-huit mois, par arrêté préfectoral motivé si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations.

**Article 9** : le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune d'Arvert qui assurera son affichage pendant un mois en sa mairie,
- notifié au président de la communauté d'agglomération Royan Atlantique qui assurera son affichage pendant un mois au siège de son établissement,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans le journal *Sud-Ouest*.

**Article 10** :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
  - le Sous Préfet de l'arrondissement de Rochefort,
  - le Maire de la commune d'Arvert,
  - le Président de la communauté d'agglomération Royan Atlantique,
  - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **20 DEC. 2017**

Le Préfet

  
**Fabrice RIGOULET-ROZE**

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur Le Préfet de la Charente-Maritime, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministère de la Transition écologique et solidaire.

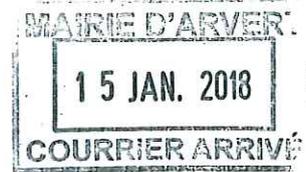
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 8 ci-dessus, soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 Euros prévue par l'article 1635 Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande juridictionnelle.





**Annexe 2**



**Autorité environnementale**  
conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
[www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr)

**Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur « le plan de prévention des risques littoraux de la Seudre et des marais de Brouage (17) »**

**n° : F – 075-16-P-008**

**Décision du 20 juillet 2016**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable qui en a délibéré le 20 juillet 2016,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F -075-16-P-008 (y compris ses annexes) relative au « plan de prévention des risques littoraux de la Seudre et des marais de Brouage ( 17) », reçu complet de la direction départementale des territoires et de la mer de Charente-Maritime le 7 juin 2016 ;

Vu la consultation de la ministre chargée de la santé et sa réponse en date du 12 juillet 2016 ;

**Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques naturels (PPRN), qui :**

- concerne au maximum 40 communes du bassin de la Seudre et des marais de Brouage, en Charente-Maritime, étant précisé que la définition des aléas permettant de déterminer quelles communes seront soumises à un PPRN est encore en cours d'élaboration,
- correspond à l'élaboration d'un plan de prévention des risques littoraux inscrit dans la liste nationale des plans de prévention des risques littoraux (PPRL) prioritaires, suite à la tempête Xynthia qui a entraîné la submersion des communes concernées par le plan,
- prendra en compte les dispositions du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du bassin de la Seudre, élaboré en parallèle, qui a vocation à définir les mesures et aménagements de prévention contre les risques d'inondation et de submersion marine, (notamment information et sensibilisation de la population, plans d'intervention, prise en compte du risque dans l'urbanisme, programme de travaux de réduction de la vulnérabilité des zones habitées et des activités conchylicoles), ces mesures et aménagements n'étant à ce jour pas intégralement précisés,

**Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, en particulier les forts enjeux environnementaux et patrimoniaux de la zone :**

- dont une grande partie (27 000 ha) est couverte par cinq sites Natura 2000 : la zone de protection spéciale (ZPS) « Marais et estuaire de la Seudre, Ile d'Oléron », associée à la zone spéciale de conservation (ZSC) « Marais de la Seudre », la ZPS « Marais de Brouage, Ile d'Oléron », associée à la ZSC « Marais de Brouage », la ZPS « Bonne Anse, Marais de Brejat et de Saint-Augustin », associée partiellement à la ZSC « Presqu'île d'Arvert », la ZSC « Landes de Cadeuil » et la ZSC « Haute Vallée de la Seugne en amont de Pons et affluents »,
- qui est partiellement située dans la réserve naturelle de Moëze-Oléron (commune de Moëze) et le Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et de la Mer des Pertuis (communes littorales),
- sur laquelle se trouvent deux sites classés, 53 monuments historiques, et une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

## Décide :

### Article 1<sup>er</sup>

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le « plan de prévention des risques littoraux de la Seudre et des marais de Brouage (17) » présenté par la direction départementale des territoires et de la mer de Charente-Maritime, n° F-075-16-P-008, est soumis à évaluation environnementale dont le contenu est défini par l'article R. 122-20 du code de l'environnement.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 20 juillet 2016,

La formation d'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable,  
représentée par son président



Philippe LEDENVIC

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX